ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Prévoyance sociale, le 26 août 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant modification des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés", a donné le 16 septembre 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e augustus 1964 door de Minister van Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders", heeft de 16e september 1964 het volgend advies gegeven :

La loi du 26 juillet 1960, portant réorganisation des organismes d'allocations familiales, a dissous notamment l'Office national de coordination des allocations familiales, la Caisse nationale de compensation pour allocations familiales et la Caisse mutuelle nationale d'allocations familiales.

Elle a, d'autre part, créé un Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, lequel reprend les attributions des organismes dissous pour ce qui concerne le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés.

L'article 3 de cette loi a donné au Roi le pouvoir de modifier les dispositions des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés en vue de les mettre en concordance avec la réforme apportée.

La loi du 25 juillet 1962 a eu pour objet de transférer de la Caisse nationale des vacances annuelles et des caisses de vacances aux organismes chargés de la gestion du régime des allocations familiales pour travailleurs salariés, la mission de payer à ceux-ci le pécule familial de vacances.

L'article 8 de cette loi a, lui aussi, donné au Roi le pouvoir de modifier les lois coordonnées pour tenir compte de cette nouvelle réforme.

Le projet d'arrêté royal constitue l'exécution de ces dispositions légales; il convient toutefois d'observer qu'un arrêté du 25 octobre 1960 a déjà apporté de nombreuses modifications aux lois coordonnées pour tenir

.../...

compte de la modification des institutions chargées du service des allocations familiales, et que la plupart des dispositions du projet sont, en réalité, relatives au péécule familial de vacances, les autres ayant simplement pour objet de réparer certaines omissions.

L'alinéa 1er du préambule cite les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, ainsi que les textes en vigueur qui les ont modifiées.

Cependant, le projet omet de faire mention de l'arrêté royal du 21 septembre 1953, de la loi du 9 août 1963 et de l'arrêté royal du 9 septembre 1964; en revanche, la mention des arrêtés royaux des 17 avril et 16 septembre 1963 est superflue depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 10 mars 1964.

Le projet groupe dans les articles 1er et 2 des modifications qui devaient être apportées à de nombreux articles des lois coordonnées, texte néerlandais d'une part, texte français de l'autre.

Les articles 3 et 4 du projet modifient les articles 18, 23, 118 et 149 des lois coordonnées, et les articles 7 à 12 du projet prévoient à leur tour de nouvelles modifications en commençant par l'article 69 des lois coordonnées.

Il s'indique de grouper dans un article distinct toutes les modifications apportées à chacun des articles que le projet se propose de modifier, et de ranger ces articles modificatifs dans leur ordre numérique.

.../...

Les articles ler, 5°, et 2, 4°, modifient l'article 76bis, alinéa ler, qui a été inséré dans les lois coordonnées par l'arrêté royal du 10 avril 1957, et dont le texte a été entièrement modifié par l'arrêté royal du 21 mars 1961 . Afin d'assurer une uniformité dans la présentation des textes, il se recommande d'omettre la référence à l'arrêté royal du 10 avril 1957.

L'article 12 du projet a trait à la modification de l'article 180, alinéa ler, des lois coordonnées.

L'article 121 de celles-ci porte :

"Les actions dont les caisses de compensation et l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés disposent devant les juridictions civiles, contre leurs affiliés, du chef de non-paiement des cotisations dans le délai requis, se prescrivent par trois ans alors même que le manquement est punissable en vertu de l'article 155".

L'article 180, alinéa ler, tel qu'il est actuellement rédigé, dispose :

"Par dérogation à l'article 121, les employeurs affiliés de plein droit à l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés en vertu de l'article 33 ou en exécution de l'article 34 ou de l'article 35 ne devront, en aucun cas, payer plus de dix-huit mois de cotisations arriérées s'ils se sont fait inscrire sur la liste des membres de ladite caisse avant le 15 juillet 1936".

.../...

Ces articles 121 et 180 ont été insérés dans la loi du 4 août 1930, portant généralisation des allocations familiales, par l'arrêté royal n° 290 du 30 mars 1936, sous la forme d'un article 48 septies (article 121) et d'un article 81 (article 180).

La portée de l'article 81, ainsi inséré dans la loi du 4 août 1930, se conçoit aisément lorsqu'on rappelle que l'arrêté royal n° 290, du 30 mars 1936, était pris sur base de la loi du 31 juillet 1934 attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques. Le Roi constatant que la loi du 4 août 1930 était mal appliquée et, en toute hypothèse, incomplète, a profondément réformé le régime et a prévu un délai de prescription des actions des caisses de compensation devant les juridictions civiles.

Pour inciter les employeurs assujettis à la loi du 4 août 1930 qui n'avaient pas exécuté leur obligation de s'affilier à une caisse de compensation ou à une caisse spéciale, à demander leur affiliation, le Roi a prévu un délai de prescription plus court en faveur des personnes qui se feraient inscrire avant le 15 juillet 1936 comme membres de la caisse auxiliaire.

.../...

Il s'agit-là d'une disposition transitoire.

C'est d'ailleurs bien ainsi qu'elle a été comprise lors de la coordination du 19 décembre 1939, où cet article 81 a été repris comme article 180 figurant sous le titre "Dispositions transitoires introduites par l'arrêté royal du 30 mars 1936".

En réalité, cette disposition est aujourd'hui devenue sans objet et il serait utile, lors d'une coordination future, de constater cette situation et d'omettre la disposition.

Toutefois, malgré ce caractère transitoire, l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1960, dont le projet n'a pas été soumis au Conseil d'Etat, a substitué les mots "l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés" aux mots "la caisse auxiliaire", qui figuraient dans l'article.

Il a été omis, à cette époque, de remplacer dans le même alinéa les mots "de ladite caisse" par les mots "dudit Office national".

La modification apportée par l'arrêté royal du 25 octobre 1960 n'avait, en réalité, pas d'utilité puisqu'elle portait sur le texte d'un article qui, déjà alors, était superflu.

Ainsi effectivement, une erreur a été commise dans l'arrêté royal du 25 octobre 1960. Il convient de la réparer.

.../...

En tenant compte des observations de forme énoncées ci-dessus, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

ARRETE ROYAL PORTANT MODIFICATION DES LOIS COORDONNEES RELATIVES AUX ALLOCATIONS FAMILIALES POUR TRAVAILLEURS SALARIES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifées par l'arrêté du Régent du 29 décembre 1944, les arrêtés-lois des 22 et 23 novembre 1945, 21 et 22 août 1946 et 28 février 1947, la loi du 27 mars 1951, les arrêtés royaux des 16 février 1952, 21 septembre et 13 octobre 1953, la loi du 26 février 1954, les arrêtés royaux des 8 octobre 1955, 10 avril, 13 juillet et 27 août 1957, les lois des 2 mai 1958 et 26 juillet 1960, les arrêtés royaux des 25 octobre 1960 , 21 mars et 20 juillet 1961, les lois des 20 juillet 1961, 8 mars, 20 avril et 25 juillet 1962, l'arrêté royal du 11 août 1962, la loi du 13 août 1962, les arrêtés royaux des 9 octobre 1962, 18 janvier 1963, la loi du 9 août 1963, l'arrêté royal du 4 septembre 1963, la loi du 9 mars 1964 et les arrêtés royaux des 10 mars et 9 septembre 1964;

Vu la loi du 26 juillet 1960 portant réorganisation des organismes d'allocations familiales, notamment l'article 3, alinéa 2;

.../...

Vu la loi du 25 juillet 1962 portant relèvement de la limite des rémunérations à observer pour le calcul des cotisations afférentes aux allocations familiales des travailleurs salariés et intégrant le pécule familial de vacances dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 8;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 18 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés :

1° à l'alinéa 1er, modifié par la loi du 27 mars 1951 et l'arrêté royal du 10 avril 1957, les mots "allocations familiales et de naissance" sont remplacés par les mots "allocations familiales, de naissance, et l'allocation familiale de vacances";

2° à l'alinéa 3, inséré par la loi du 26 juillet 1960, les mots "allocations familiales et de naissance" sont remplacés par les mots "allocations familiales et de naissance et de l'allocation familiale de vacances".

Article 2.-

A l'article 23, alinéa ler, 1°, des mêmes lois coordonnées, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1957, les mots "allocations familiales et de naissance" sont remplacés par les mots "allocations familiales et de naissance et d'allocations familiales de vacances".

Article 3.-

Les intitulés du chapitre V, section première et section II des mêmes lois, sont remplacés par les intitulés suivants :

"1° Section première . Allocations familiales - Montant et mode de calcul.

2° Section II. Des personnes qui peuvent prétendre les allocations familiales et des enfants bénéficiaires".

Article 4.-

A l'article 68, alinéa ler, des mêmes lois, modifié par la loi du 27 mars 1951 et l'arrêté royal du 10 avril 1957, les mots "allocations familiales et de naissance" sont remplacés par les mots "allocations familiales de naissance et l'allocation familiale de vacances".

Article 5.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 69 des mêmes lois :

1° à l'alinéa ler , modifié par la loi du 27 mars 1951 et l'arrêté royal du 10 avril 1957, les mots "allocations familiales et de naissance" sont remplacés par les mots "allocations familiales, de naissance et l'allocation familiale de vacances";

2° dans la version néerlandaise de l'alinéa 2, modifié par la loi du 27 mars 1951 et l'arrêté royal du 10 avril 1957, le mot "bijslag" est remplacé par le mot "bijslagen".

Article 6.-

A l'article 76bis, alinéa 1er, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal du 21 mars 1961, les mots "allocations familiales et de naissance" sont remplacés par les mots "allocations familiales, de naissance et l'allocation familiale de vacances".

Article 7.-

A l'article 101, alinéa 3, des mêmes lois, modifié par la loi du 27 mars 1951 et les arrêtés royaux des 10 avril 1957 et 25 octobre 1960, les mots "allocations familiales et de naissance" sont remplacés par les mots "allocations familiales, de naissance et l'allocation familiale de vacances".

Article 8.-

L'article 108 des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1960, est complété par la disposition suivante :

"L'Office national répartit entre les mêmes caisses de compensation pour allocations familiales, à l'exception de la caisse spéciale de compensation pour allocations familiales visée à l'article 32, la partie des cotisations visée à l'alinéa 1er et destinée au paiement de l'allocation familiale de vacances et verse le supplément éventuel à son fonds de réserve".

.../...

Article 9.-

A l'article 111 des mêmes lois, modifié par l'arrêté-loi du 21 août 1946 et l'arrêté royal du 25 octobre 1960, les mots "allocations familiales et de naissance" sont remplacés par les mots "allocations familiales, de naissance et l'allocation familiale de vacances".

Article 10.-

L'article 113 des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1960, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 113. Lorsque les recettes dont l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés dispose en vertu de l'article 108, alinéa 1er, sont insuffisantes pour lui permettre de satisfaire aux obligations qui découlent des répartitions prévues par cet alinéa 1er, les sommes nécessaires pour parer à cette insuffisance sont prélevées sur la subvention de l'Etat prévue à l'article 110".

Article 11.-

A l'article 118 des mêmes lois, modifié par l'arrêté-loi du 22 novembre 1945, les mots "allocations familiales et de naissance" sont remplacés par les mots "allocations familiales, d'allocations familiales de naissance et de vacances".

.../...

Article 12.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 120 des mêmes lois, modifié par la loi du 27 mars 1951 et l'arrêté royal du 25 octobre 1960 :

1° à l'alinéa 1er, le mot "allocations" est remplacé par les mots "allocations familiales, de naissance et l'allocation familiale de vacances";

2° dans la version néerlandaise de l'alinéa 2, le mot "vergoedingen" est remplacé par le mot "bijslagen".

Article 13.-

A l'article 145, alinéa 2, des mêmes lois, le mot "allocations" est remplacé par les mots "allocations familiales, de naissance et l'allocation familiale de vacances".

Article 14.-

A l'article 149, alinéa 1er et alinéa 3, a, des mêmes lois, les mots "allocations familiales" sont remplacés par les mots "allocations familiales, de naissance et de l'allocation familiale de vacances".

Article 15.-

A l'article 154, alinéa 2, c, des mêmes lois, les mots "allocations familiales" sont remplacés par les mots "allocations familiales, de naissance et l'allocation familiale de vacances".

.../...

Article 16.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 165, alinéa 1er, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1957 :

1° les mots "allocations familiales" sont remplacés par les mots "allocations familiales, de naissance et l'allocation familiale de vacances";

2° dans la version néerlandaise, les mots "waaronder de vergoedingen" sont remplacés par les mots "waaronder de bijslagen".

Article 17.-

L'article 173bis des mêmes lois, inséré par la loi du 2 mai 1958, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 173bis. Les administrations de l'Etat, des provinces et des communes, les établissements publics ou d'utilité publique qui sont saisis d'une demande d'allocations familiales, de naissance ou d'allocation familiale de vacances, la transmettent sur-le-champ et sans frais à l'organisme compétent, ou, en cas de doute, à l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés".

Article 18.-

A l'article 180, alinéa 1er, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1960, les mots "de ladite Caisse" sont remplacés par les mots "de l'Office national".

Article 19.-

Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1962.

Article 20.-

Notre Ministre de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Prévoyance sociale,

De wet van 26 juli 1960 tot herinrichting van de instellingen voor kinderbijslag heeft onder meer ontbonden : de Rijksdienst voor samenordening der gezinsvergoedingen, de Nationale Verrekenkas voor gezinsvergoedingen en de Nationale Onderlinge Kas voor kindertoeslagen.

Zij heeft daarentegen een Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers opgericht, die de bevoegdheid van de ontbonden instellingen overneemt wat de kinderbijslagregeling voor werknemers betreft.

Artikel 3 van die wet heeft de Koning ertoe gemachtigd, de bepalingen van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders te wijzigen, ten einde ze met de hervorming in overeenstemming te brengen.

De wet van 25 juli 1962 had tot doel, aan de instellingen die belast zijn met het beheer van de kinderbijslagregeling voor werknemers, in plaats van aan de Rijkskas voor jaarlijks verlof en aan de verlofkassen, de bevoegdheid tot het uitbetalen van gezinsvakantiegeld voor werknemers op te dragen.

Ook artikel 8 van die wet machtigt de Koning de gecoördineerde wetten te wijzigen om rekening te houden met die nieuwe hervorming.

Het ontwerp-koninklijk besluit strekt tot uitvoering van die wetsbepalingen; er moet echter worden opgemerkt, dat een besluit van 25 oktober 1960 de gecoördineerde

.../...

wetten al op veel plaatsen heeft gewijzigd, met het oog op de veranderingen in de instellingen die met de dienst van de kinderbijslag belast zijn, en dat de meeste bepalingen van het ontwerp in feite betrekking hebben op het gezinsvakantiegeld, terwijl de overige gewoon leemten bedoelen aan te vullen.

Het eerste lid van de aanhef vermeldt de "samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders" en de thans geldende teksten waardoor ze gewijzigd zijn.

Niet vermeld echter zijn het koninklijk besluit van 21 september 1953, de wet van 9 augustus 1963 en het koninklijk besluit van 9 september 1964. Ten onrechte vermeld worden de koninklijke besluiten van 17 april en 16 september 1963 : dit is niet meer nodig sedert het koninklijk besluit van 10 maart 1964 in werking is getreden.

Onder de artikelen 1 en 2 van het ontwerp staan samen een aantal wijzigingen die moesten worden aangebracht in talrijke artikelen van de gecoördineerde wetten, eerst in de Nederlandse versie, vervolgens in de Franse.

De artikelen 3 en 4 van het ontwerp wijzigen de artikelen 18, 23, 118 en 149 van de gecoördineerde wetten; de artikelen 7 tot 12 van het ontwerp brengen nieuwe wijzigingen aan, te beginnen met artikel 69 van de gecoördineerde wetten.

.../...

Het verdient aanbeveling telkens een artikel van het ontwerp te wijden aan elk artikel dat het bedoelt te wijzigen, en dit dan in de volgorde van de gewijzigde artikelen.

De artikelen 1, 5°, en 2, 4°, wijzigen artikel 76bis, eerste lid, dat in de gecoördineerde wetten is ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 april 1957 en waarvan de tekst geheel gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 21 maart 1961. Om eenheid te behouden in de opmaak van de teksten, kan de verwijzing naar het koninklijk besluit van 10 april 1957 beter achterwege blijven.

Artikel 12 van het ontwerp heeft betrekking op de wijziging van artikel 180, eerste lid, van de gecoördineerde wetten.

Artikel 121 van die wetten luidt als volgt :

"De vorderingen waarover de compensatiekassen en de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers vóór de burgerlijke rechtsmachten beschikken tegen hun aangesloten leden, uit hoofde van niet-betaling der bijdragen binnen de vereiste termijn, verjaren na drie jaar, zelfs wanneer de tekortkoming strafbaar is krachtens artikel 155".

Artikel 180, eerste lid, luidt thans :

"Bij afwijking van artikel 121, moeten de krachtens artikel 33 of in uitvoering van artikel 34 of van artikel 35 van rechtswege bij de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers aangesloten werkgevers, in geen geval,

.../...

meer dan achttien maanden achterstallige bijdragen betalen, indien zij zich vóór 15 juli 1936 op de ledenlijst van bedoelde kas hebben laten inschrijven".

Die artikelen 121 en 180 zijn in de wet van 4 augustus 1930 houdende veralgemening van de kinderbijslag ingevoegd bij het koninklijk besluit nr 290, van 30 maart 1936, in de vorm van artikelen 48septies (artikel 121) en 81 (artikel 180).

De strekking van het aldus in de wet van 4 augustus 1930 ingevoegde artikel 81 wordt zonder moeite duidelijk als men voor ogen houdt, dat het koninklijk besluit nr 290 van 30 maart 1936 was vastgesteld op grond van de wet van 31 juli 1934, waarbij aan de Koning bepaalde machten worden toegekend met het oog op het economisch en financieel herstel en de vermindering van de openbare lasten. De Koning, die constateerde dat de wet van 4 augustus 1930 slecht toegepast werd en hoe dan ook onvolledig was, heeft de regeling grondig hervormd en een termijn bepaald voor de verjaring van de vorderingen van de compensatiekassen vóór de burgerlijke gerechten.

Om de aan de wet van 4 augustus 1930 onderworpen werkgevers die hun verplichting tot aansluiting bij een compensatiekas of bij een bijzondere kas niet hadden nageleefd, aan te sporen hun aansluiting te vragen, heeft de Koning een kortere verjaringstermijn bepaald ten gunste van hen die zich vóór 15 juli 1936 als lid van de hulpkas lieten inschrijven.

Het gaat hier om een overgangsbepaling.

.../...

Dat was ook de bedoeling bij de coördinatie van 19 december 1939; artikel 81 staat daarin als artikel 180 onder de titel "Overgangsbepalingen ingevoerd bij koninklijk besluit d.d. 30 maart 1936".

In feite is die bepaling nu overbodig geworden. Het zou goed zijn,dat bij een latere coördinatie vast te stellen en de bepaling weg te laten.

Al gaat het echter om een overgangsbepaling, toch heeft artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1960, waarvan het ontwerp niet aan de Raad van State is voorgelegd, het woord "Hulpkas" in dat artikel vervangen door "Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers".

Maar gebleven zijn, in hetzelfde lid, de woorden "van bedoelde kas", die "van bedoelde Rijksdienst" hadden moeten worden.

De door het koninklijk besluit van 25 oktober 1960 aangebrachte wijziging had eigenlijk geen nut, want betrof de tekst van een toen al overbodig geworden artikel.

In het koninklijk besluit van 25 oktober 1960 is dus inderdaad een vergissing begaan, die moet worden goedgemaakt.

.../...

Met inachtneming van deze opmerkingen over de vorm, stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN DE SAMENGEORDENDE WETTEN BETREFFENDE DE KINDERBIJSLAG VOOR LOONARBEIDERS.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 29 december 1944, de besluitwetten van 22 en 23 november 1945, 21 en 22 augustus 1946 en 28 februari 1947, de wet van 27 maart 1951, de koninklijke besluiten van 16 februari 1952, 21 september en 13 oktober 1953, de wet van 26 februari 1954, de koninklijke besluiten van 8 oktober 1955, 10 april, 13 juli en 27 augustus 1957, de wetten van 2 mei 1958 en 26 juli 1960, de koninklijke besluiten van 25 oktober 1960, 21 maart en 20 juli 1961, de wetten van 20 juli 1961, 8 maart, 20 april en 25 juli 1962, het koninklijk besluit van 11 augustus 1962, de wet van 13 augustus 1962, de koninklijke besluiten van 9 oktober 1962, 18 januari 1963, de wet van 9 augustus 1963, het koninklijk besluit van 4 september 1963, de wet van 9 maart 1964 en de koninklijke besluiten van 10 maart en 9 september 1964 ;

Gelet op de wet van 26 juli 1960 tot herinrichting van de instellingen voor kinderbijslag, inzonderheid op artikel 3, tweede lid ;

.../...

Gelet op de wet van 25 juli 1962 tot verhoging van de loongrens voor de berekening van de voor kinderbijslag voor werknemers bestemde bijdrage en tot integratie van het gezinsvakantiegeld in de kinderbijslagregeling voor werknemers, inzonderheid op artikel 8 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Voorzorg,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

In artikel 18 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, gewijzigd bij de wet van 27 maart 1951 en het koninklijk besluit van 10 april 1957, worden de woorden "kinder- en geboortebijslag" door de woorden "kinder-, geboorte- en gezinsvakantiebijslag" vervangen ;

2° in het derde lid, ingevoegd bij de wet van 26 juli 1960, worden de woorden "kinder- en geboortebijslagen" door de woorden "kinder-, geboorte- en gezinsvakantiebijslag" vervangen.

Artikel 2.-

In artikel 23, eerste lid, 1°, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1957, worden de woorden "kinder- en geboortebijslagen" door de woorden "kinder-, geboorte- en gezinsvakantiebijslag" vervangen.

.../...

Artikel 3.-

De opschriften van hoofdstuk V, secties I en II, van dezelfde wetten worden door de volgende opschriften vervangen :

"1° Sectie I. Kinderbijslag - Bedrag en berekeningswijze ;

2° Sectie II. Personen die op kinderbijslag aanspraak kunnen maken en rechthebbende kinderen".

Artikel 4.-

In artikel 68, eerste lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 27 maart 1951 en het koninklijk besluit van 10 april 1957, worden de woorden "kinder- en geboortebijslag" door de woorden "kinder-, geboorte- en gezinsvakantiebijslag" vervangen.

Artikel 5.-

In artikel 69 van dezelfde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, gewijzigd bij de wet van 27 maart 1951 en het koninklijk besluit van 10 april 1957, worden de woorden "kinder- en de geboortetoeslag" door de woorden "kinder-, geboorte- en gezinsvakantie-bijslag" vervangen ;

2° in de Nederlandse versie van het tweede lid, gewijzigd bij de wet van 27 maart 1951 en het koninklijk besluit van 10 april 1957, wordt het woord "bijslag" door het woord "bijslagen" vervangen.

.../...

Artikel 6.-

In artikel 76bis, eerste lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 maart 1961, worden de woorden "kinder- en geboortebijslagen" door de woorden "kinder-, geboorte- en gezinsvakantiebijslag" vervangen.

Artikel 7.-

In artikel 101, derde lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 27 maart 1951 en de koninklijke besluiten van 10 april 1957 en 25 oktober 1960, worden de woorden "kinder- en geboortebijslag" door de woorden "kinder-, geboorte- en gezinsvakantiebijslag" vervangen.

Artikel 8.-

Artikel 108 van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1960, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

"De Rijksdienst verdeelt over dezelfde kinderbijslagfondsen, met uitzondering van het bijzonder kinderbijslagfonds bedoeld in artikel 32, het gedeelte van de in het eerste lid bedoelde bijdragen dat bestemd is voor de uitbetaling van de gezinsvakantiebijslag en stort het eventuele overschot in zijn reservefonds"

.../...

Artikel 9.-

In artikel 111 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de besluitwet van 21 augustus 1946 en het koninklijk besluit van 25 oktober 1960, worden de woorden "kinderbijslagen en geboortetoeslagen" door de woorden "kinder-, geboorte- en gezinsvakantiebijslag" vervangen.

Artikel 10.-

Artikel 113 van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1960, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 113.- Wanneer de ontvangsten waarover de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers krachtens artikel 108, eerste lid, beschikt, ontoereikend zijn om hem in staat te stellen de verplichtingen na te komen welke voortvloeien uit de bij dat eerste lid bepaalde verdelingen, worden de nodige sommen om dat tekort aan te vullen op de bij artikel 110 bepaalde Rijkstoelage geheven".

Artikel 11.-

In artikel 118 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de besluitwet van 22 november 1945, worden de woorden "kinderbijslag en geboortebijslag" door de woorden "kinder-, geboorte- en gezinsvakantiebijslag" vervangen.

.../...

Artikel 12.-

In artikel 120 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 27 maart 1951 en het koninklijk besluit van 25 oktober 1960, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "gezinsvergoedingen" door de woorden "kinder-, geboorte- en gezinsvakantiebijslag" vervangen ;

2° in de Nederlandse versie van het tweede lid wordt het woord "vergoedingen" door het woord "bijslagen" vervangen.

Artikel 13.-

In artikel 145, tweede lid, van dezelfde wetten, wordt het woord "gezinsvergoedingen" door de woorden "kinder-, geboorte- en gezinsvakantiebijslag" vervangen.

Artikel 14.-

In artikel 149, eerste lid en derde lid, a, van dezelfde wetten wordt het woord "gezinsvergoedingen" door de woorden "kinder-, geboorte- en gezinsvakantiebijslag" vervangen.

.../...

Artikel 15.-

In artikel 154, tweede lid, c, van dezelfde wetten wordt het woord "gezinsvergoedingen" door de woorden "kinder-,geboorte- en gezinsvakantiebijslag" vervangen.

Artikel 16.-

In artikel 165, eerste lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1957, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "het bedrag der gezinsvergoedingen" worden door de woorden "van de kinder-, geboorte- en gezinsvakantiebijslag" vervangen ;

2° in fine worden de woorden "waaronder de vergoedingen" vervangen door de woorden "waaronder de bijslagen".

Artikel 17.-

Artikel 173bis van dezelfde wetten, ingevoegd bij de wet van 2 mei 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 173bis.- De Rijksbesturen, de provincies en de gemeenten, de openbare instellingen of de instellingen van openbaar nut bij welke een aanvraag om kinder-, geboorte- of gezinsvakantiebijslag aanhangig gemaakt wordt, bezorgen deze aanvraag onverwijld en kosteloos aan de bevoegde instelling of, ingeval twijfel bestaat, aan de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers".

.../...

Artikel 18.-

In artikel 180, eerste lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1960, worden de woorden "van bedoelde kas" vervangen door de woorden "van de Rijksdienst".

Artikel 19.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1962.

Artikel 20.-

Onze Minister van Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Sociale Voorzorg,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, staatsraden,

Ch.VAN REEPINGHEN, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. L. DUCHATELET, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. DE KOSTER.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DUCHATELET, substituut

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.